

Commission: SommetUE des risques et la sécurité civile

Problématique: Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles et industrielles/humaines?

Auteur: Pays-Bas

Étant l'un des pays fondateurs de l'Union Européenne, les Pays-Bas sont aujourd'hui une monarchie constitutionnelle ayant pour roi Willem-Alexander, et Mark Rutte en tant que premier ministre. Mark Rutte fait partie du Parti Populaire pour la Liberté et la Démocratie. Les Pays-Bas, aussi connu sous le nom de Hollande, sont un territoire transcontinental dont le territoire métropolitain est situé en Europe de l'Ouest et le territoire d'outre-mer sur l'île de Saint-Martin. La capitale des Pays-Bas c'est Amsterdam, cependant les institutions gouvernementales se trouvent à La Haye ainsi que la Cour Pénale Internationale et la Cour Internationale de Justice. Nous faisons partie des pays les plus développés au monde d'après le rapport annuel des Nations Unies sur l'IDH.

Ce sommet présente des défis au sein de l'Union Européenne à cause des différents pays présents à chaque pays. Dans le cas de notre pays, les défis présentés relèvent du changement climatique et les catastrophes que cela amène, avec des inondations, des sécheresses ou des incendies forestiers. De plus, le risque d'une épidémie de grippe est possible, ainsi qu'un acte terroriste ou un cyber attaque, les Pays-Bas étant un dommage collatérale ou bien une victime directe dans des organismes gouvernementaux. Tout cela a été évalué dans notre National Risk Assessment de 2022. Certains risques ont fait l'objet de différentes solutions, comme le climat, avec l'utilisation de vélos ou bien de voitures.

Les Pays-Bas ont toujours collaboré avec les mesures prises en matière de sécurité civile prises par l'Union Européenne, avec le programme d'action communautaire en faveur de la protection civile, qui soutient et complète les efforts déployés par les États membres. Nous savons que ce programme a une importance vitale pour la réponse rapide au cas où la sécurité civile serait mise en danger par des facteurs externes qui pourraient être naturels, industriels ou bien humains. C'est le cas avec l'appartenance dès 1991 à différentes initiatives et projets concernant la sécurité civile et la coopération entre les pays appartenant à l'Union Européenne. Par exemple, le "livre vert" en 1991, le projet Copernicus ou bien RescEU, et la participation à l'exercice européen CASCADE qui simulait une catastrophe majeure. De plus, dans le cadre international plusieurs interventions pour la paix ont été réalisées avec l'aide de personnel militaire, des policiers et des experts civils.

Cependant, en tant qu'État, nous considérons qu'une collaboration pourrait être mise en place avec l'OTAN, entre le MIC et l'EADRCC. Cela voudrait dire une mise en commun avec l'OTAN, dans un projet pour le transport des équipes de protection civile. D'une autre part, on considère qu'une participation économique de notre part dans certains domaines qui ne nous concernerait pas, devrait être réduite par rapport à notre nécessité. En effet, pour nous, il est important tout de même de pouvoir contrôler une partie de nos ressources, tout en acceptant une mise en commun de différents moyens. Cela pourrait dériver dans la création de nouvelles politiques concernant les différents types de risques et la coopération faite par chaque pays, qui pourrait être choisi par les différents états membres. Cependant, nous savons que tout cela peut mener à une divergence en matière de coopération, ce qui ne bénéficierait en aucun cas les pays membres de l'Union Européenne.

Les Pays-Bas proposeront donc une plus forte coopération avec l'OTAN dans le cadre des risques et la sécurité civile avec le transport des équipes de protection civile.

Les Pays-Bas proposeront la création de nouvelles politiques pour la coopération dans certains domaines.

Les Pays-Bas proposeront aussi un ajustement financier par rapport aux services proposés qui pourraient ne pas concerner certains pays et qui sont payés par ces pays.

Les Pays-Bas proposeront enfin un ajustement sur l'utilisation des ressources mises à disposition pour qu'elles puissent être contrôlées par la souveraineté nationale.

En somme, les Pays-Bas sont un pays avec une grande importance au sein de l'Union Européenne, cependant, notre pays voudrait qu'il y ait certains changements et ajustements dans le cadre des politiques pour les risques et la sécurité civile dans l'Union Européenne.